Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

58 | 2016

Autour de Charles de Freycinet

Charles de Freycinet, ingénieur en républicanisme ?

Les pratiques de pouvoir d'un homme d'État

Julien Bouchet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/1529>

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2016

Pagination : 11-17

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Julien Bouchet, « Charles de Freycinet, ingénieur en républicanisme ? », *Bulletin de la Sabix* [En ligne],
58 | 2016, mis en ligne le 12 juillet 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/1529>

Charles de Freycinet, ingénieur en républicanisme ?

Les pratiques de pouvoir d'un homme d'État

Julien Bouchet

À ne considérer que l'étendue de sa carrière sénatoriale¹ et de ses responsabilités ministérielles², Charles de Freycinet est un acteur essentiel de l'enracinement de la Troisième République. Cette fonction procède-t-elle de la plasticité de son action politique, ou ne manifeste-t-elle pas plutôt l'élaboration d'une nouvelle *praxis* républicaine dont la mise en œuvre aurait fait de lui une pierre de touche du régime ? Est ici proposée une caractérisation de ses pratiques de pouvoir sur un vaste arc chronologique, de septembre 1870, début d'une expérience fondatrice, la guerre aux côtés de Gambetta, jusqu'en janvier 1920, mois de sa retraite volontaire de la vie parlementaire. Ce demi-siècle de vie publique est marqué par deux seuils : août 1880, moment de défiance des gambettistes impatients devant sa politique anti-congréganiste jugée trop conciliante ; janvier 1893 lorsque Freycinet dépose, à la faveur du remaniement du premier gouvernement Ribot, le portefeuille de la Guerre détenu depuis le mois d'avril 1888. Si l'étude débute en 1870, ce membre de la « phalange scientifique de la République »³ n'est pas un homme neuf dans le champ administratif et politique, même s'il peut être considéré, à l'automne 1870, comme un « républicain du lendemain ». Jeune polytechnicien, il fut certes aide de camp du Gouvernement provisoire le 24 février 1848 avant d'assurer plusieurs missions de maintien de l'ordre public et commercial en mars suivant. Sous le Second Empire, l'ingénieur devint un administrateur des Chemins de fer du Midi et un technicien consulté en diverses matières

(salubrité industrielle, assainissement public, décentralisation). Élu conseiller général du Tarn-et-Garonne en 1867, cet officier de la Légion d'honneur fut en contact avec Émile Ollivier, une relation qu'il conserva jusqu'à la veille de la Grande Guerre⁴.

Le fonds Freycinet déposé à l'École polytechnique, des archives de presse et ses Souvenirs publiés au début des années 1910 laissent à voir l'action d'un ingénieur en républicanisme qui n'oublie pas de produire une égo-mémoire pensée comme un exposé de principes à destination des républicains et de la postérité.

L'apprentissage du pouvoir (septembre 1870-août 1880)

Un proche de Léon Gambetta

Nommé délégué de Gambetta auprès du département de la Guerre le 11 octobre 1870, Charles de Freycinet devient *de facto* un proche du ministre. Toutefois, à la différence d'Eugène Spuller, il n'est jamais son confident car il se situe à la périphérie du premier cercle, ce qui a, sur le moyen terme, une incidence sur sa vie publique. Homme de confiance de Gambetta malgré tout, Freycinet fait office d'ambassadeur auprès de personnalités : Adolphe Thiers de début 1871 jusqu'à sa chute le 24 mai 1873⁵, le maréchal de Mac-Mahon

1. 44 ans, de janvier 1876 à janvier 1920.

2. Ministre durant 11 ans et 10 mois sous treize gouvernements entre décembre 1877 et décembre 1916, président du Conseil à trois reprises durant 4 ans et 5 mois entre décembre 1879 et février 1892.

3. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. I : « 1848-1878 », Paris, Charles Delagrave, 1912, p. 328. L'auteur cite un discours prononcé lors de la réunion de désignation des candidats de la Seine aux élections sénatoriales de janvier 1876. Sur la place des hauts techniciens, Bruno Marnot, *Les Ingénieurs au Parlement sous la III^e République*, Paris, CNRS Éditions, 2000.

4. Comme en témoigne une lettre du 28 novembre 1911 que l'ancien ministre envoie à Freycinet au moment de la publication du premier tome de ses *Souvenirs* : « Votre volume m'arrive et je me le fais lire aussitôt. Je m'arrête au souvenir que vous donnez à nos premières relations pour vous dire combien je suis touché de la manière si précise et si juste dont vous appréciez ma politique libérale sous l'Empire et surtout du ton amical avec lequel vous rappelez nos premières rencontres » : Archives de l'École polytechnique (désormais A.E.P.), fonds Freycinet, IX FR 23, pièce 3 076.

5. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. I, *op. cit.*, p. 290-292.

6. *Ibid.*, p. 339.
7. *Ibid.*, p. 385.
8. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II : « 1878-1893 », Paris, Charles Delagrave, 1913, p. 13.
9. *Ibid.*, p. 95.
10. *Ibid.*, p. 108.
11. Lettre de Léon Gambetta à Charles de Freycinet, 15 juin 1880, A.E.P., IX FR 28, pièce 3343; Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II, *op. cit.*, p. 136-137.
12. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. I, *op. cit.*, p. 333.
13. « Par son discours d'hier, M. de Freycinet a pris rang parmi les orateurs les plus solides, les plus utiles, les plus autorisés du Sénat » (*La République française*, 9 novembre 1876).
14. « “Je vois, ajouta-t-il en regardant ma carte [de visite], que vous êtes conseiller général de Tarn-et-Garonne; M. Spuller m'a dit que vous aviez été chef d'exploitation d'une grande compagnie de chemin de fer; vous devez être en mesure d'administrer ce département.” » : Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. I, *op. cit.*, p. 114.
15. *Ibid.*, p. 139.
16. Charles de Freycinet, *La Guerre en province pendant le siège de Paris (1870-1871)*. *Précis historique*, Paris, Michel Lévy frères, Librairie nouvelle, 1871.
17. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. I, *op. cit.*, p. 281-282.
18. *Ibid.*, p. 303.
19. Ordre 1002, à destination de M. Schlemmer, 22 mai 1879, chemin de fer de l'État: correspondance entre Loches et Châteauroux: « Si le personnel est insuffisant il faut l'augmenter. De tels délais pour traiter des affaires aussi simples sont inadmissibles. » : Secrétariat particulier, note du ministre, A.E.P., IX FR 30.
20. Ordre 1310, à destination de M. Duverger, 3 août 1879: « Circulaire prescrivant aux Ingénieurs de remplir toutes les formalités comme si la loi était votée afin de pouvoir travailler aussitôt après le vote. » : *Ibid.*
21. Rapport dactylographié du ministre des Travaux publics au président de la République, 31 décembre 1879: A.E.P., IX FR 13, pièce 2276.
22. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II, *op. cit.*, p. 96.

via le général Borel en décembre 1876 pour éviter la nomination de Jules Simon à la présidence du Conseil⁶, Jules Dufaure lorsque Freycinet est son ministre des Travaux publics (décembre 1877-février 1879)⁷. Quelquefois, le rôle est inversé, par exemple lorsque Gambetta sert d'intermédiaire pour faire accepter au ministre des Finances Léon Say en janvier 1878 le programme de développement des voies de communication et des ports⁸.

Léon Gambetta semble exercer une forte influence sur Freycinet. En décembre 1879, ce dernier établit sa première combinaison ministérielle avec le leader de l'Union républicaine⁹. Ministre des Affaires étrangères en 1880, il dîne au moins une fois par quinzaine avec Gambetta pour parler de politique extérieure¹⁰. Le président de la Chambre des députés réussit même à emporter l'adhésion du président du Conseil sur l'urgence d'une amnistie des condamnés de la Commune à la mi-juin¹¹. Sur ce point, Freycinet se distingue rarement du positionnement de Gambetta avant l'été 1880. Une exception, le rapporteur sénatorial du projet de loi sur l'administration de l'armée est favorable en novembre 1876 à un contrôle de toutes les forces par le commandement, y compris l'intendance¹². En dépit de cette divergence de vue, Freycinet reçoit le soutien de *La République française* au lendemain de son premier grand discours parlementaire¹³.

Un « expert » polyvalent

Aux yeux de Gambetta, la République doit s'entourer de techniciens de l'administration qui connaissent leur terre de magistrature. C'est pour ces motifs que Freycinet est nommé préfet du Tarn-et-Garonne le 6 septembre 1870¹⁴. De Montauban, il se rend vite à Tours pour collaborer à la commission d'armement. Nommé Délégué, il se révèle être un haut fonctionnaire doué de fortes capacités d'organisation :

« L'insuffisance du ministère de la Guerre, à Tours, au moment de l'arrivée de M. Gambetta, appelait la refonte de presque tous les services existants et la création de services nouveaux. Je soumis le résultat de mes constatations à M. Gambetta, qui me donna carte blanche pour réaliser les réformes »¹⁵.

L'administrateur exerce également des fonctions de stratégie¹⁶. La paix venue, versé dans les Travaux publics et les questions militaires, il devient publiciste à *La République française*¹⁷ jusqu'à son élection au Sénat, tout en travaillant pour le ministère des Travaux publics comme ingénieur en chef¹⁸. L'ambition réformiste se retrouve lorsque Freycinet est nommé ministre des Travaux publics du gouvernement Dufaure en décembre 1877. Il diligente alors la mise en œuvre d'un programme de travaux et une recomposition de son administration. Les minutes de son secrétariat particulier nous renseignent sur deux caractères de ses pratiques directoriales : l'impatience envers ses subordonnés dans la gestion du personnel¹⁹, et l'anticipation du calendrier parlementaire pour l'exécution des lois²⁰. Avant de quitter son poste, le ministre impose deux ingénieurs des Ponts-et-Chaussées à la tête du département, Henri Varroy et Sadi Carnot, puis adresse un rapport au président Grévy sur son bilan de « ministre technique »²¹. Il insiste sur l'ampleur de son action, ce que reconnaît Gambetta... pour écarter la nomination de Waddington aux Affaires étrangères :

« “Votre programme de travaux publics est voté et l'exécution est en train. Un autre ingénieur la poursuivra aussi bien que vous. D'ailleurs, de ce ministère très technique et très absorbant vous dirigeriez mal la politique générale.” »²²

Il existe toutefois quelques ombres à ce tableau. L'apprentissage du pouvoir par la voie préfectorale a été difficile. Préfet à Montauban en septembre 1870, il doit faire face à la défiance de républicains qui connaissent

son passé bonapartiste²³. Alors qu'il demande son remplacement quelques jours seulement après son installation²⁴, Freycinet rassure toutefois Gambetta quant à son élection prochaine dans son département d'affectation²⁵, ce qui n'a finalement pas lieu. Les années d'apprentissage ne passent donc pas, avant janvier 1876, par la voie parlementaire. Le rallié sincère à la République connaît en effet deux échecs électoraux en 1871, l'un à l'élection de l'Assemblée nationale en février, l'autre au renouvellement cantonal de l'automne. La première défaite est à l'origine d'une rupture sans retour avec les monarchistes intransigeants. La seconde le convainc de résoudre la question religieuse par un combat contre le « manque d'instruction », le candidat ayant été attaqué sur ses origines protestantes²⁶. Ces expériences malheureuses sont paradoxalement fondatrices. La lutte contre les royalistes et contre les menées « cléricales » est, avec son aversion du chancelier Bismarck, le soubassement idéologique de son positionnement politique jusqu'à la Première Guerre mondiale. Ces deux échecs semblent également confirmer à ses yeux la sentence de Gambetta quant à ses chances devant le suffrage universel²⁷.

Un républicain « prudent »

Le substantif « prudence » et l'adjectif « prudent » sont des termes récurrents lorsque Charles de Freycinet présente dans ses *Souvenirs* sa conception de l'exercice du pouvoir, qu'il relève de la haute administration, de l'exécutif ou du législatif :

« L'homme politique, celui qui veut vraiment aboutir, proportionne son action à l'état du milieu. Il avance toujours, ne perd jamais de vue son but, modérant sa marche, d'après les circonstances et sachant au besoin attendre l'heure propice pour réaliser un nouveau progrès. Ainsi hardiesse de la conception, prudence dans l'exécution, telle était, selon moi, la méthode de travail du radical de gouvernement. »²⁸

Cette autocélebration semble venir corroborer le grief de la plasticité opportuniste de son action politique, une action qui apparaîtrait, effectivement, souvent paradoxale : un gambettiste proche au besoin du « centre gauche »²⁹, un « radical » rejetant tout empressement parlementaire, ne serait-ce que par tactique³⁰.

Freycinet associe la modération dans la mise en œuvre d'un arbitrage à une bonne connaissance du terrain d'exécution de la décision. Ministre en séjour dans les ports maritimes durant l'intercession parlementaire de l'été 1878, il visite les infrastructures et tente de convertir ses différents auditoires en justifiant devant les élus l'ampleur de l'engagement financier des municipalités et des départements dans son programme de grands travaux, et en prônant l'apaisement des querelles intestines devant les républicains. En outre, Freycinet ménage les parlementaires du Sénat et de la Chambre³¹. Sa connaissance des arcanes du parlementarisme est précoce. Pour prendre un exemple, la discussion sur le projet de classement des chemins de fer commence le 29 mars 1879. Lors de l'adoption du principe de création de lignes, le ministre des Travaux publics fait montre de prudence : il n'y aura pas d'exécution obligatoire, pas de délai imposé, la dépense sera grevée sur le budget extraordinaire voté chaque année, et donc modulable au besoin. En somme, « "si le programme paraît hardi dans la conception, il est prudent et mesuré dans l'exécution." »³² Le projet est adopté par les députés le 1^{er} avril 1879, sans modifications et à mains levées³³.

L'exercice du pouvoir (août 1880-janvier 1893)

« Tuer le père »

C'est à la faveur d'une rupture passagère avec Gambetta que Charles de Freycinet devient plus autonome. À la fin du mois d'août 1880,

23. Lettre du directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn-et-Garonne, 8 septembre 1870, A.E.P., IX FR 10, pièce 2035.

24. Brouillon du télégramme du préfet du Tarn-et-Garonne au ministre de l'Intérieur, 14 septembre 1870, A.E.P., IX FR 10, pièce 2041.

25. Brouillon de la lettre du préfet du Tarn-et-Garonne au ministre de l'Intérieur, 14 septembre 1870, A.E.P., IX FR 10, pièce 2042.

26. Lettre de Charles de Freycinet au comité électoral de Nègrepelisse, 17 octobre 1871, *Le Républicain de Tarn-et-Garonne*, 18 octobre 1871.

27. « "Je reconnais qu'avec le scrutin d'arrondissement vous auriez peu de chances d'être élu. Tournez-vous du côté du Sénat. Le scrutin de liste est beaucoup plus accessible aux idées générales." » : conversation de janvier 1876, Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. I, *op. cit.*, p. 322.

28. *Ibid.*, p. 287.

29. *Ibid.*, p. 336-338.

30. À la suite du discours sénatorial de Ferry sur l'article 7, une intervention qu'il juge trop ferme, Freycinet intervient le 9 mars de manière moins tranchée pour tenter d'emporter l'adhésion d'une majorité : Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II, *op. cit.*, p. 120-121.

31. « J'espère aboutir avec l'Orléans. Ne vous engagez pas dans la question et sur ce que vous entendez dire des conditions acceptées par moi, avant d'avoir lu l'exposé des motifs. Il y a beaucoup d'idées fausses à cet égard » : lettre de Charles de Freycinet au député Latrade, 30 décembre 1878, A.E.P., IX FR 13, pièce 2340. Les deux hommes se connaissent depuis le printemps 1848 : Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. I, *op. cit.*, p. 33.

32. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II, *op. cit.*, p. 79.

33. *J.O. Débats, Chambre*, 1^{er} avril 1879.

la République française ne soutient plus son gouvernement parce qu'est jugée trop timorée l'application du second décret de mars sur les congrégations non autorisées. Cette évolution ne manifeste pas tant une inclination de la position du ministre, certes en contact étroit avec la nonciature³⁴, qu'une nouvelle impatience des gambettistes après celle relative à l'amnistie. Les deux hommes ne se voient plus entre l'automne 1880 et juillet 1881, ce qui permet au sénateur de se rapprocher de la Gauche républicaine à un moment où l'autoritarisme de Gambetta fait peur aux républicains modérés. Délivé en quelque sorte de son loyalisme, le mandataire de la Seine ne joue pas son va-tout pour défendre le scrutin de liste devant un Sénat qu'il sait rétif à cette mesure en juin 1881. Une réconciliation est toutefois organisée par Challemel-Lacour le mois suivant³⁵. Cette rencontre constitue le préalable à de nouveaux colloques au Palais-Bourbon sur le présent des élections législatives et le futur des combinaisons ministérielles. Le 16 septembre 1881, envisageant la composition d'un ministère sous sa direction, Gambetta promet à son ancien Délégué le portefeuille de la Guerre³⁶. Finalement, le 11 novembre au soir, ce sont les Affaires étrangères qui lui sont offertes, une mission refusée au motif d'une impossible co-direction de ce ministère avec le « tribun »³⁷. Un lien a indéniablement été rompu à l'été 1880. Leurs relations se détériorent de nouveau lors du deuxième gouvernement Freycinet, le ministre devant essuyer en juillet 1882 les critiques véhémentes de son mentor au sujet de sa politique extérieure en Orient. Léon Gambetta semble avoir du mal à souffrir l'hégémonie d'un républicain qu'il a protégé.

mité électorale³⁸, le sénateur est cité dans les pourparlers des crises ministérielles. Il prend ainsi la tête de trois gouvernements en janvier 1882, janvier 1886 et mars 1890. L'étude détaillée de ses retours aux affaires, en tant que président du Conseil ou simple ministre, semble indiquer qu'il est devenu un personnage quasi incontournable : en janvier 1882, il succède à Léon Gambetta à la présidence et au ministère des Affaires étrangères ; en avril 1885, sous le cabinet Henri Brisson, il succède à Jules Ferry au Quai d'Orsay ; en avril 1888, au moment de la crise boulangiste, il a en charge la Guerre. Sur ce point, si la nomination de 1877 aux Travaux publics fut une reconnaissance de ses compétences et celle de 1879 aux Affaires étrangères le corollaire d'une manœuvre de Gambetta contre le président du Conseil sortant, la nomination de Freycinet à la rue Saint-Dominique paraît s'être imposée : Freycinet et ce qu'il représente sont à ce moment-là une ligne de partage des alliances parlementaires. Le sénateur est en outre un spécialiste des matières militaires, et c'est lui qui avait proposé à Boulanger d'entrer dans son troisième gouvernement en janvier 1886 ! On présume donc qu'il le connaît. Conservant son portefeuille pendant près de 5 ans, il mène à bien des réformes qui lui sont chères, spécialement l'organisation des chemins de fer en temps de guerre. Le ministre s'empresse de signer les décrets d'application pour les manœuvres. Cette loi réunit en quelque sorte en une action commune le destin de trois départements chers à Freycinet : les Travaux publics, la Guerre et les Affaires étrangères. C'est au moment de cette longue magistrature à la Guerre que le titre de « souris blanche » précédemment octroyé par le radical britannique Charles Dilke est largement diffusé, comme dans cette charge de Barentin :

L'homme qui compte

À la chute de Gambetta en janvier 1882, Charles de Freycinet est un homme qui compte. Placé entre les gambettistes et les ferrystes, respecté par les centres du Parlement et bénéficiant d'une plus forte légiti-

34. Freycinet justifie *a posteriori* ces échanges par une pratique « classique » des rapports concordataires : Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II, *op.cit.*, p.131.

35. Lettre de Paul Challemel-Lacour à Charles de Freycinet, 13 juillet 1881, A.E.P., IX FR 28, pièce 3340.

36. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II, *op. cit.*, p. 187.

37. *Ibid.*, p. 193-195.

38. Il est élu dans quatre départements ou territoires aux élections sénatoriales de janvier 1882 (Ariège, Inde française, Seine et Tarn-et-Garonne).

La Ménagerie républicaine, 1889, Barentin, « LA SOURIS BLANCHE ».

On commente en effet les palinodies d'un homme politique qui se tiendrait toujours proche du pouvoir. Se pose dès lors la question du couronnement de sa carrière, certains le présentant comme le « sauveur »³⁹ de la République. En 1887, sa candidature à la présidence de la République est pourtant un échec : candidat du parti radical, il doit se retirer devant Sadi Carnot pour contrer Jules Ferry.

La recherche de l'équilibre

Charles de Freycinet cherche souvent à trouver ou à créer un équilibre des forces politiques. En septembre 1880, il refuse à son ministre de l'Intérieur Constans d'avancer le Conseil parce que « les solutions qu'il conviendra de prendre [sur la question religieuse devront] intervenir en temps opportun »⁴⁰, l'émotion du discours de Montauban et les consultations des groupes politiques passées. Bien que l'unité de son premier gouvernement se délite à l'automne 1880 à cause des atermoiements de sa politique religieuse, la déclaration parlementaire de son deuxième gouvernement reprend son programme précédent, ce qui

est un moyen de garder le soutien de l'Union républicaine tout en rassurant les plus modérés. Ce choix transactionnel entraîne l'écriture d'une déclaration assez terne mais le ministre sait, si nécessaire, renouer avec le verbe de la défense de la Révolution, par exemple le 29 janvier 1891 au sujet de *Thermidor*⁴¹. Artisan de combinaisons ministérielles d'équilibre⁴², Freycinet cherche à associer l'Union républicaine à la Gauche républicaine, puis les « opportunistes » aux radicaux : cela n'aboutit pas à la chute du gouvernement Ferry en mars 1885, mais fonctionne en janvier 1886. Le troisième gouvernement Freycinet réunit effectivement plusieurs représentants « opportunistes » (Baihaut, Carnot, Demôle, Develle), des radicaux (Goblet, Sarrien) et même des membres de l'extrême gauche (Granet, Lockroy) :

« Assurément la "concentration" ou le défaut d'homogénéité du personnel dirigeant est une cause de faiblesse et par suite un mal. Personne ne le nie. Mais il y a un mal pire : celui de n'avoir pas de gouvernement stable. »⁴³

Le sénateur cherche à peser sur les « conditions parlementaires »⁴⁴ en s'assurant une position de pivot : sous le « Grand ministère », il est président de la commission des Finances et de l'Armée, un moyen de se faire respecter des gambettistes. Lors du deuxième gouvernement Ferry, il fait office d'intermédiaire entre le parti radical et les gouvernementaux, tout en apportant plusieurs fois son soutien à la politique extérieure menée, particulièrement sur la Chine. Sa nomination à la Guerre dans le ministère Floquet s'explique aussi par le fait qu'il est en avril 1888 le président de la commission de l'Armée. Il a pu donc faire corriger sans en prendre la responsabilité le texte du service des 3 ans préparé par le général Boulanger en 1886 sous son troisième gouvernement, puis suivre son examen et son vote en tant que ministre...

39. Edgard Pourcelle, *De Freycinet*, Paris, Éditions Passage Verdeau, 1886, p. 14.

40. Lettre de Charles de Freycinet à Ernest Constans, Luchon, 3 septembre 1880, A.E.P., IX FR 14, pièce 2405.

41. *J.O. Débats, Chambre*, 29 janvier 1891.

42. Cette réalité donne lieu à des représentations un tant soit peu exagérées : « M. de Freycinet réunit les contrastes, associe les extrêmes avec une facilité surprenante. Il est fait pour être le berger d'un troupeau où les loups et les moutons sautent pêle-mêle sous la même houlette. Il compose une politique et un gouvernement avec des éléments d'extrême droite et d'extrême gauche : chimie transcendante et miraculeuse » : Hector Depasse, *De Freycinet*, Paris, A. Quantin, 1883, p. 5.

43. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II, *op. cit.*, p. 328.

44. *Ibid.*, p. 266.

45. Voir dans ce même dossier la contribution de Fabien Conord sur « Charles de Freycinet, entre la République et l'armée ».

46. *Ibid.*, p. 512.

47. Charles de Freycinet entre à l'Académie française le 11 décembre 1890.

48. « M. de Freycinet, on peut le dire sans froisser aucun de ses collègues, était la force principale du ministère Dupuy, son rempart contre la poussée des passions dreyfusistes et anti-dreyfusistes, qui l'auraient emporté depuis longtemps si tout le monde ne s'était senti rassuré par la présence d'un homme d'État d'une prudence incomparable au ministère même qui est devenu la clef de notre situation. » (*La République française*, 8 mai 1899, « Les Ministres de la Guerre »).

49. *J.O. Débats, Sénat*, 7, 8 et 12 juin 1900.

50. *J.O. Débats, Sénat*, 26 et 27 juin 1902, 1^{er} et 3 juillet suivant, 12 juin 1903, 3, 10, 14 et 16 février 1905.

51. « Dans la nuit, F* André a rêvé qu'une souris blanche trottnait sur son crâne » : *La Liberté*, 26 mars 1902, M.G., « Échec et mat ».

52. « L'armée est une famille dont les membres sont solidaires et où tout doit se passer au grand jour. On ne recommencera pas, j'en suis convaincu, cette dangereuse expérience qui consiste à classer les officiers d'après les opinions qu'on leur suppose et à s'éclairer sur leur compte par des renseignements venus du dehors. C'est la plus détestable méthode. » : Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. II, *op. cit.*, p. 511.

53. François Bédarida, « L'Armée et la République : les opinions politiques des officiers français en 1876-1878 », *Revue historique*, 88^e année, t. CCXXXII, juin-septembre 1964, p. 119-164.

54. Dans ses notes manuscrites ayant servi à l'élaboration des *Souvenirs*, une lettre à en-tête du Sénat porte la mention incomplète d'une année, « 190. » ; une autre, à en-tête de la bibliothèque de l'Institut de France, « 191. » : A.E.P., IX FR 23, pièces 3091. L'écriture est toutefois postérieure à 1904, l'auteur utilisant *L'Histoire contemporaine* de Charles Dufayard et Raoul Suéus, un ouvrage publié en 1904 : A.E.P., IX FR 23, pièce 3092.

55. Charles de Freycinet, *Souvenirs*, t. I, *op. cit.*, p. 332.

Une retraite active (janvier 1893-janvier 1920)

Un sénateur impliqué dans les questions militaires⁴⁵

En janvier 1893, affaibli par l'affaire de Panama, Charles de Freycinet quitte la rue Saint-Dominique en spécialiste des dossiers militaires, une particularité qu'il présente comme le fil directeur de son engagement public. Même s'il déclare dans ses *Souvenirs* être devenu progressivement un « spectateur »⁴⁶ de la vie politique à la fin du xix^e siècle, son influence reste néanmoins importante. De nouveau président de la commission de l'Armée à partir de 1894, il doit prendre parti dans l'affaire Dreyfus. Sa prudence en la matière le fait entrer dans le gouvernement Dupuy de novembre 1898 : c'est le « retour de la souris blanche », armée cette fois-ci du sabre académique⁴⁷ :

Le Rire, 19 novembre 1898, Léandre, « LE RETOUR DE LA SOURIS BLANCHE ».

Sa démission en mai 1899 est regrettée par les plus modérés des dreyfusards et des antidreyfusards⁴⁸. Après son retrait des cabinets ministériels, le sénateur continue à

prendre position sur les grands projets de loi intéressant l'armée. Il discourt sur les troupes coloniales⁴⁹, défend la loi des deux ans⁵⁰. Le sénateur cherche également à être écouté dans les discussions budgétaires, n'hésitant pas en mars 1902 à faire face au général André⁵¹. Trois ans plus tard, même s'il n'intervient pas au Sénat qui reste muet lors de l'affaire des fiches, il ne soutient pas la républicanisation par la surveillance politique⁵², oubliant les fiches que Léon Gambetta avait fait constituer dans un passé certes ancien⁵³... En dépit de son âge, il est encore président de la commission de l'Armée avant de faire son entrée dans le gouvernement Briand en 1915.

Un historiographe de l'enracinement républicain

Dans ses *Souvenirs* rédigés entre 1908 et 1911⁵⁴, Charles de Freycinet propose une histoire de la Troisième République, plus précisément une histoire de son enracinement. La « prudence » des républicains aurait permis d'atteindre l'année 1879 en mode tricolore, ce qui est un moyen habile de justifier la qualité droitière d'une partie de ses réseaux d'alors :

« Nous n'avions du régime parlementaire que l'apparence. Au fond, nous dépendions d'une faction qui avait la force publique à son service. La génération actuelle, qui voit la République maîtresse à l'Élysée, au Luxembourg et au Palais-Bourbon, ne soupçonne pas ce qu'il a fallu de prudence et de fermeté d'âme pour traverser les premières années du régime. »⁵⁵

L'auteur reproche notamment à la majorité républicaine de la fin 1877 sa fermeté dans une configuration de tension avec le Sénat conservateur et le Maréchal. La démission de ce dernier ouvre un espace politique périlleux pour les républicains, à suivre Freycinet qui conseille au début des années 1910, autrement dit au moment d'une nouvelle période d'instabilité gouvernementale, de définir une résolution pragmatique des questions politiques, dans l'union.

Deux autres écrits (qui n'ont pas été publiés) encadrent en quelque sorte sa carrière politique. Ils portent sur la souveraineté et le parlementarisme. Dans le premier texte daté du second semestre 1869⁵⁶, l'auteur démontre que chaque corps électoral élargi est mouvant. Calculs à l'appui, Freycinet justifie l'établissement de mandats courts du fait de l'évolution quantitative de toute majorité électorale. Il aborde également dans ce mémoire une idée chère aux antiparlementaires de la

fin du siècle, le rapport asymétrique entre les votants et les forces politiques élues. Il existe une prolongation discursive à ces réflexions : au renouvellement sénatorial de 1882, Freycinet se montre partisan du raccourcissement des mandats électifs⁵⁷. Dans un autre écrit sur *L'Éloquence parlementaire*⁵⁸ étudié par Jérôme Grévy⁵⁹, l'auteur défend un exercice raisonné du parlementarisme en montrant, in fine, que son parcours au Sénat en est la meilleure illustration.

Conclusion

Charles de Freycinet conçoit puis formalise une nouvelle praxis républicaine qui consiste tout d'abord à entrer en politique lors d'une expérience martiale fondatrice, la guerre franco-allemande, et à le rappeler spécialement lorsque les traumatismes de la défaite ont une incidence sur le champ politique, comme lors du renouvellement sénatorial de 1900⁶⁰. C'est deuxièmement apprendre aux côtés de puissants « autorisés » (Léon Gambetta puis Jules Grévy) sans en être trop proche, travailler à conforter les réseaux anciens (ceux de 1848, ceux du Second Empire, ceux de Tours) tout en en créant de nouveaux par une intense activité au Sénat et non à la Chambre, jugée trop inconstante. C'est ensuite exercer le pouvoir de manière plus autonome, autrement dit être puissant mais sans susciter de nouveaux courants politiques et en évitant de prendre des portefeuilles sensibles (l'Intérieur, les Cultes, l'Instruction publique) pour privilégier une stabilité de magistrature sur des postes qui offrent une potentielle poursuite de carrière parlementaire (l'Armée) ou diplomatique.

Aux rencontres avec les militants sont préférés les colloques en assemblées restreintes, et les relations d'antichambres. Au cœur de l'exercice du pouvoir, qu'il soit technique, administratif, politique ou parlementaire, la plasticité de positionnement est permise à court terme pour faire aboutir un projet structurant, ou pour sauver la mise : se déclarer tantôt « prudent », tantôt « modéré », excuse devant l'Histoire les variations. Ne pas trop promettre en tant que président du Conseil permet enfin d'éviter une mauvaise réception du bilan.

En somme, Freycinet fut à la fois un homme de son temps par la bonne maîtrise du parlementarisme et des nécessaires transactions entre ses méandres à la veille de la constitution des partis politiques modernes, et un homme en avance par l'importance qu'il a donnée à l'expertise dans la haute administration et par sa volonté de ne pas trop personnaliser son action publique.

56. *Le Mécanisme constitutionnel destiné à assurer la souveraineté des majorités*, A.E.P., IX FR 22, pièce 3072.

57. *Discours prononcé par M. de Freycinet à la réunion des électeurs sénatoriaux de la Seine le 29 décembre 1881*, Paris, Charles Schlaeber, 1882.

58. On dispose de trois versions : A.E.P., IX FR 22, pièces 3069-3071.

59. « L'éloquence parlementaire. À propos d'un manuscrit inédit de Freycinet », dans Jean Garrigues *et alii* (dir.), *Assemblées et parlements dans le monde, du Moyen-âge à nos jours* [actes du 57^e congrès du CIHAE], Paris, Assemblée nationale, 2010, p. 729-742.

60. « Associé à l'héroïque effort de la France en 1870, j'ai été, en souvenir de cette tâche, honoré de vos suffrages en 1876 » : profession de foi de Charles de Freycinet adressée au collège sénatorial de la Seine, 19 janvier 1900, A.E.P., IX FR 15, pièce 2589.